

18 OCTOBRE : CONTRE-ATTAQUONS



Les personnels des trois fonctions publiques sont confrontés à des politiques seulement comptables et dynamisant ses principes fondateurs. L'omniprésence du Président de la République masque les vrais problèmes et voudrait empêcher la médiatisation d'autres analyses.



Les organisations nivernaises FSU, CGT, FO ont la volonté de construire un mouvement unitaire capable de résister aux coups de force du gouvernement, capable de débattre et de proposer des solutions alternatives.



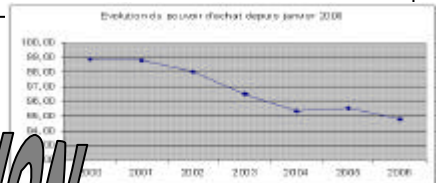
- Pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.
- Pour un emploi public statutaire et en nombre suffisant basé sur les besoins réels en matière de services publics.

les fonctionnaires sont menacés d'une nouvelle perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 1,5%, s'ajoutant aux 6% depuis 2000. Les carrières sont, en début de grille notamment, écrasées. Une intolérable précarité explose (contractuels, contrats d'avenir, de droit public ou de droit privé...). De plus le projet de rémunération au mérite remet en cause la neutralité de la Fonction Publique et l'égalité de traitement de tous les fonctionnaires.

Peut-on continuer ainsi ?

La fonction publique et les services publics sont envisagés exclusivement comme des dépenses qu'il faut à tout prix réduire ; dans une démarche marquée d'abord par le primat de la concurrence (comme le montre la privatisation des entreprises de l'énergie). M. Woerth avance comme une évidence que l'on peut faire mieux avec moins sans jamais analyser au préalable les besoins, les attentes des usagers ou prendre en compte les revendications et propositions des personnels. C'est ainsi que les 22700 suppressions de postes au budget 2008 vont correspondre à des coupes d'une ampleur inégalée, mettant en péril les missions mêmes des services publics dans certains secteurs.

Peut-on continuer ainsi ?



TOUS DANS L'ACTION

Les cadeaux aux plus fortunés (« bouclier fiscal », suppression de droits de succession), la déréglementation du temps de travail, les franchises médicales ont fait émerger une hostilité à la politique rétrograde et inégalitaire de Sarkozy.

L'écart entre les attentes des Français et les mesures proposées par le gouvernement Fillon sur les retraites, sur la Fonction Publique, sur le pouvoir d'achat nécessitent des mobilisations, des débats, une résistance pour imposer d'autres choix.

Les organisations nivernaises FSU, CGT, FGF-FO appellent les personnels de la Fonction Publique

- à la grève le 18 octobre,
- à se réunir pour débattre à la bourse du travail de Nevers à 15 heures 30
- et à manifester à 17 heures devant la Préfecture